

La microfinance réagit aux critiques

BlueOrchard et Symbiotics, entre autres, défendent l'industrie suite à la crise en Inde

Mathilde Farine

Plusieurs gérants de fonds d'investissement dans la microfinance ont réagi aux attaques que subit le secteur depuis quelques mois. Elles résultent d'une crise déclenchée dans l'Etat de l'Andhra Pradesh, au sud de l'Inde, à la suite d'une soixantaine de suicides de clients surendettés et, d'après de nombreux observateurs, harcelés par leurs créanciers, évoqués dans nos colonnes. Ce qui a conduit cet Etat – qui compte pour 30 à 40% de l'ensemble des microcrédits octroyés dans le pays – à recommander aux emprunteurs de cesser de rembourser leurs dettes à des institutions qui ne seraient pas enregistrées.

Sangham, un groupe créé à cette occasion et réunissant plusieurs sociétés dont les genevoises BlueOrchard et Symbiotics, la zurichoise responsAbility, mais aussi Deutsche Bank, Developing World Markets, Grassroots Capital, Incofin, MicroVest, Oikocredit, Triodos Bank, et Triple Jump, a ainsi publié une prise de position mardi soir.

«Aucun praticien sérieux n'a prétendu que la microfinance est une panacée en raison de la nature multidimensionnelle de la pauvreté», reconnaissent ces sociétés dans un communiqué. Mais le modèle doit être défendu: «Ces dix dernières années, la microfinance est devenue une force révolutionnaire, changeant la manière dont nous voyons le développement économique international et la capacité des pauvres à améliorer leurs conditions de vie», assurent-elles.

Avant de poursuivre: «L'accès au capital est essentiel pour la croissance économique d'une communauté.» Or, selon les chiffres du communiqué, les banques traditionnelles ne servent que 15 à 20% de la population dans la plupart des pays en développement. L'industrie compterait 92 millions de micro-emprunteurs et injecterait plus de 65 milliards de dollars dans les pays en développement.

Si la microfinance est «un outil puissant» pour les pauvres, mal appliqué, il peut causer des dommages significatifs. Notamment en rendant certains clients «surendettés» lorsque «trop de fournisseurs s'étendent agressivement dans un marché saturé». Mais, ajoute le groupe, le secteur cherche à s'améliorer en tentant par exemple de créer des principes de protection des clients, en encourageant la transparence dans les prix des emprunts ou en incitant dans la mesure du possible les institutions de microfinance à baisser leurs taux. «Une évaluation plus équilibrée des forces et faiblesses de la microfinance est nécessaire ou nous risquons de perdre un instrument jouant un rôle essentiel et positif dans la vie du pauvre», soulignent ces sociétés.